L'inflation dans le monde actuel

Autor(en): **Marchal, Jean**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **7 (1949)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-133065

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'inflation dans le monde actuel[1]

par Jean Marchal,
professeur à l'Université de Paris.

Depuis la fin de la dernière guerre, les prix ont monté à peu près dans tous les pays du monde. Dans des pays privilégiés tels que le Portugal, la Suède ou la Suisse, cette hausse demeurait, au début de 1948, inférieure à 10 %. Mais pour l'Angleterre ou l'Argentine, elle se situait entre 20 et 30 %, pour les Etats-Unis elle atteignait 34 %, pour la Belgique 65 %, pour l'Italie 150 % et pour la France 300 %. Certains noteront avec satisfaction qu'en 1947 le mouvement a paru se ralentir dans quelques pays et que l'on a même enregistré des baisses plus ou moins accentuées et plus ou moins durables. Il serait cependant prématuré d'avancer que l'ascension est terminée et que la situation est redevenue normale.

Comment s'explique ce mouvement ? Essentiellement par l'inflation et nous voici amenés à notre sujet.

Qu'est-ce donc que l'inflation ? Pour répondre à cette question, je vous demande l'autorisation de faire un saut de plusieurs siècles en arrière et de remonter, pour quelques instants au début du XVIe siècle. En nous plaçant dans une économie encore peu évoluée, nous pourrons étudier de façon concrète le phénomène d'inflation dans un cas simple. En ayant compris le mécanisme et ayant procédé aux adaptations nécessaires, nous pourrons revenir à l'époque contemporaine et nous attacher à la solution du problème qui nous intéresse.

---

[1] Cet article reproduit le texte d'une conférence qui a été donnée à la Maison du Peuple à Lausanne le 28 octobre 1948 sous les auspices de la Coopérative de Consommation. Son auteur demande donc aux spécialistes qui pourraient le lire, d'agir selon la justice et de ne point lui faire grief de n'avoir pas approfondi tel ou tel point, tenu qu'il était de traiter un sujet très vaste dans un délai de temps limité et devant un public qui n'était pas composé seulement de spécialistes.

Au début du XVIe siècle, donc, il s'est produit en Europe, en conséquence de la découverte du Nouveau Monde, un afflux énorme d'or et d'argent. Jusqu'à cette époque, le moyen âge avait vécu sur les stocks que lui avait légués l'antiquité. Et voilà que tout d'un coup, à la suite de la découverte et de la mise en exploitation des mines du Chili, du Mexique et du Pérou, les réserves de métaux précieux sont multipliées par deux, trois et peut-être quatre ou cinq. Les historiens ne sont pas d'accord sur le coefficient.

Le premier sentiment, en Espagne notamment, où arrivaient les galions, fut la satisfaction. L'or et l'argent ne sont-ils pas des métaux précieux, l'expression de la richesse par excellence ? Un pays qui voit grandir ses réserves d'or et d'argent ne peut-être qu'un pays riche et prospère. Aussi le souci des hommes d'Etat espagnols est-il uniquement de conserver ces métaux précieux et prohibent-ils toute exportation sous des peines sévères. Les résultats cependant n'ont pas répondu à leur attente. A mesure que l'or et l'argent affluent en Espagne, voilà que le prix des marchandises s'y élève. De France, par les Pyrénées, d'Angleterre et d'Italie par mer, des importations se produisent tandis que les exportations espagnoles diminuent. Pour payer ces importations, malgré les défenses et les sanctions, l'or quitte l'Espagne et, par mille canaux, se répand dans toute l'Europe.

Mais, en France même, en Angleterre, aux Pays-Bas, les prix à leur tour s'ébranlent. A la grande stupéfaction des contemporains, ils s'élèvent de plus en plus. Ceux qui vivent de revenus fixes, les titulaires de rentes foncières notamment, sont ruinés, tandis que ceux qui tirent leurs ressources du commerce s'enrichissent. Les compagnons dans les corporations demandent aux maîtres des réajustements de salaires et il en résulte parfois des troubles.

Les économistes sont consultés. En France, un conseiller à la Cour des Aides, M. de Malestroit prétend expliquer la hausse par l'altération des monnaies, c'est-à-dire par les changements qui interviennent alors fréquemment dans le titre et le poids des pièces en circulation. Explication traditionnelle et qui s'était appliquée bien des fois dans le passé. Mais explication qui n'est plus valable. Un autre Français, Jean Bodin, fonde sa réputation en montrant que la hausse a pour cause l'afflux des métaux

précieux en provenance du Nouveau Monde. Pris dans leur ensemble, les individus sont beaucoup plus riches que jadis. Ils ont davantage de revenus à dépenser. Leur pouvoir d'achat s'est accru. Leur demande de marchandises et de services augmente en proportion. L'offre cependant n'a point varié. Quoi d'étonnant à ce que les prix montent ?

De cette expérience, il ressort qu'une relation existe entre la masse de monnaie en circulation et la masse des biens consommables qui sont mis à la disposition du public, relation qui se matérialise dans un certain niveau de prix. Lorsque la masse de monnaie en circulation augmente par rapport à la masse des biens consommables, les prix montent. On se trouve en présence d'un phénomène d'inflation. Lorsque cette même masse diminue, les prix tendent à baisser et l'on peut parler de déflation.

Les économistes du XVIe siècle ont entrevu cette relation et posé les bases de la théorie de la monnaie. Les économistes du XIXe et du XXe siècle ont repris cette théorie et, tout en l'adaptant à l'économie d'aujourd'hui qui est infiniment plus complexe que celle de jadis, ils ont entrepris de préciser ce qu'il faut entendre par masse de monnaie en circulation et par masse de biens consommables.

1. Les économistes modernes d'abord ont fait remarquer que les pièces métalliques ne représentent plus aujourd'hui qu'une portion fort modeste de la circulation. A coté de la monnaie métallique se sont développées deux monnaies concurrentes, la monnaie de papier, représentée par les billets de banque et la monnaie scripturale, constituée par les crédits bancaires qui circulent d'un individu à l'autre par le moyen des chèques et des virements. Il faut évidemment tenir compte de ces deux monnaies.

Il faut aussi tenir compte du fait que les instruments monétaires circulent avec plus ou moins de rapidité. Une circulation composée de billets et de crédits qui ne sont conservés par les particuliers que quinze jours en moyenne par devers eux rend évidemment autant de services qu'une circulation double de billets et de crédits qui restent en moyenne un mois dans chacune des caisses qu'ils traversent.

2. Les économistes modernes, d'autre part, ont appelé l'attention sur le fait que la masse des biens constituant l'offre n'est nullement une quantité fixe. Cette masse de biens peut généralement être augmentée avec plus ou moins de difficulté.

Supposons, nous disent-ils, qu'une émission de billets soit faite par le gouvernement pour faire face à un relèvement des traitements des fonctionnaires. Ceux-ci mieux pourvus en pouvoir d'achat accroissent leur demande de produits. Trois hypothèses doivent alors être envisagées :

I. Des stocks importants de produits finis existent dans l'économie considérée. La demande croissant et les prix accusant une tendance à la hausse, les producteurs puisent dans ces stocks et l'offre augmente. Aucun processus inflationniste ne se développe.

II. Dans le pays considéré, il n'y a pas de stocks de produits finis. Il n'y a pas non plus de réserve de matières premières ou de travail. Tous les outillages sont en action. Dans ces conditions, l'augmentation de la demande ne déterminera aucune augmentation de production. Les prix monteront très fortement et l'équilibre ne se rétablira que lorsque la hausse aura atteint un niveau suffisant pour éliminer du marché une partie des consommateurs.

III. Il est enfin une troisième hypothèse, très importante en pratique, mais dans le détail de laquelle nous n'entrerons pas. Il faut admettre qu'il n'existe pas de stocks de produits finis, ou des stocks insuffisants, mais qu'il y a, par contre, des réserves de matières premières, d'outillage et de main-d'œuvre. Dans ce cas, la production peut augmenter, mais l'augmentation exige des délais. A l'abri de ces délais, des hausses inflationnistes de prix peuvent se produire.

Au total, il apparaît — et c'est le point essentiel qu'il faut retenir — que l'augmentation de la circulation monétaire ne constitue pas en soi un phénomène d'inflation. Tout dépend de ce que les économistes appellent l'élasticité de la production. Si celle-ci peut s'accroître sans délai, aucune hausse inflationniste de prix n'est à craindre. Si elle rencontre des obstacles, temporaires ou durables, alors des hausses se produiront, qui constitueront une inflation au sens vrai du mot.

Ayant ainsi dégagé ce qui constitue l'essence même de l'inflation, nous pouvons revenir au problème tout à l'heure posé et essayer de comprendre ce qui se passe dans le monde actuel.

J'envisagerai successivement deux questions :

I. Quelles sont les causes de la pression inflationniste constatée dans un très grand nombre de pays ?

II. Quelles sont les conséquences de cette pression et dans la mesure où elle nous apparaîtra fâcheuse, quels peuvent en être les remèdes ?

I. Les causes premières de la pression inflationniste

Attachons-nous d'abord à *la recherche des causes.*

Celles-ci sont de deux sortes : les unes monétaires et les autres économiques.

A. Parmi *les causes monétaires*, nous trouvons en premier lieu, l'augmentation des dépenses publiques.

a) Cette augmentation est, dans une large mesure, la conséquence de la guerre. Tous les gouvernements, en effet, et pas seulement ceux des Etats belligérants, ont été contraints d'affecter d'énormes crédits à la fabrication ou à l'achat à l'étranger d'un matériel perfectionné et coûteux et à l'alimentation en carburants et en munitions de ce matériel. De surcroît, les pays envahis, et ce fut tragiquement le cas de celui auquel j'appartiens, ont dû, sous des formes diverses, payer des tributs exorbitants à l'occupant. En France, sous le titre fallacieux de frais d'entretien de l'armée d'occupation, de 300 à 500 millions devaient chaque jour être remis aux autorités allemandes, sommes énormes pour l'époque. Les hostilités terminées, il a fallu, aussi bien dans les pays qui avaient été occupés, comme les Pays-Bas ou la France, que dans ceux qui avaient simplement mais systématiquement été bombardés, tenter de reconstruire les usines détruites. De lourdes dépenses de réparations se sont inscrites dans les budgets. En même temps, nombre de pays ont estimé que l'aggravation de la situation internationale ne leur permettait pas de réduire, comme ils l'avaient espéré, le poids des dépenses militaires. Enfin, il faut tenir compte des dépenses résultant de l'extension des fonctions de l'Etat : dépenses des services de contrôle, créées pour lutter contre la hausse des prix et tenter de refouler l'inflation ; dépenses sociales aussi, qui résultent d'une conception plus stricte de la solidarité et qui ont pour but de soulager une misère aggravée par la pénurie générale.

Ceci étant, si nous jetons un coup d'œil sur la situation des divers Etats, nous sommes amenés à constater que les dépenses

se sont considérablement élevées, non seulement pendant la guerre mais également depuis la fin des hostilités. Dans les chiffres que je vais vous donner, on a éliminé l'influence des hausses de prix et des variations de valeur de la monnaie. On a calculé, en quelque sorte, le volume vrai, réel des dépenses publiques. Sur la base de ces chiffres, on constate que, aux Pays-Bas, l'augmentation en 1947 par rapport à 1938 était du simple au triple. En Angleterre, en Suède, au Danemark, pays dont la gestion est généralement louangée, elle a été du simple au double. Et c'est seulement dans quelques pays, comme la France ou l'Italie que le volume réel des dépenses publiques est demeuré aux environs du niveau de 1938 ou inférieur à ce niveau. En France, par exemple, ce volume est passé de 100 en 1938 à 104 en 1947. Evaluées en francs, les dépenses publiques sans doute ont augmenté mais à peine plus vite que les prix.

Un gros effort cependant a été fait du côté des recettes. Contrairement à ce qui s'était passé au cours de la guerre de 1914, dans la plupart des pays, les impôts ordinaires ont été sévèrement majorés tandis que des impôts extraordinaires étaient créés : prélèvements sur le capital, impôt sur l'accroissement de la fortune. Aussi le volume des recettes s'est-il généralement maintenu au niveau d'avant-guerre et parfois au-dessus. Le déficit provient beaucoup plus de l'aggravation des dépenses que du fléchissement des recettes.

Ce déficit, comment l'a-t-on comblé ? Essentiellement par des émissions de billets. L'Etat, qui prélève sur les contribuables par le moyen des impôts une certaine quantité de pouvoir d'achat, se trouve ainsi amené à reverser dans l'économie, par l'intermédiaire de ses dépenses, une quantité de pouvoir d'achat supérieure. Il accroît le revenu global des particuliers. Il leur permet de gonfler leur demande de produits. Il se révèle directement un facteur de hausse de prix.

b) A cette première cause d'ordre monétaire est venue s'ajouter, pour en renforcer l'action, *une réduction de la tendance des particuliers à l'épargne et une augmentation de leur propension à consommer.*

Pour comprendre le jeu de cette seconde cause, il faut remonter un peu en arrière et évoquer la politique dite du circuit. Au cours de la première guerre mondiale, les gouvernements, qui avaient

déjà recouru à l'inflation pour équilibrer leurs budgets, avaient assisté passivement et en quelque sorte désarmés à la hausse générale des prix. Ces expériences toutefois avaient été étudiées passionnément par les économistes qui en avaient tiré des conclusions précieuses pour le cas où un nouveau recours à l'inflation deviendrait nécessaire. Les hostilités reprenant en 1939, les gouvernements ont immédiatement entrepris de s'opposer à la hausse des prix, en quelque sorte de refouler l'inflation que, par ailleurs, ils étaient contraints d'alimenter, de l'empêcher de produire ses effets les plus nocifs. Si la mise en œuvre du système soulève des difficultés pratiques assez grandes, son principe est facile à comprendre. Les pouvoirs publics sont contraints, comme nous venons de l'expliquer, pour financer les dépenses de guerre, de mettre en circulation du pouvoir d'achat nouveau, d'augmenter globalement le revenu des particuliers. Cette augmentation est fâcheuse parce que les particuliers plus riches vont être incités à acheter davantage à un moment où la production tend plutôt à fléchir. Les prix risquent donc de s'élever. Mais ne peut-on pas suggérer et, dans une certaine mesure imposer aux particuliers de ne pas accroître leur demande en fonction de leur revenu et même de restreindre cette demande dans toute la mesure où la réduction des approvisionnements l'exige ? Les pouvoirs publics ont donc, en même temps qu'ils s'engageaient dans la voie de l'inflation, édicté un système général de rationnement, ayant pour but de contingenter la demande de chacun, de la ramener à un niveau compatible avec l'intérêt général. En même temps, pour absorber le pouvoir d'achat, qui demeurait ainsi inutilisé entre les mains des particuliers, ils ont majoré les impôts et surtout ils ont proposé aux particuliers des titres d'emprunt et notamment des bons à court terme. Enfin, ils se sont livrés à une propagande pour expliquer au public le sens de ces mesures et ils ont procédé à la taxation des prix.

De façon générale, on peut dire que pendant la guerre le système a réussi. Dans certains pays, sans doute, on n'est pas parvenu à fermer complètement le circuit et des hausses de prix se sont produites. Mais ces hausses ont été limitées, tenues en mains en quelque sorte par les pouvoirs publics. L'opération tentée a donc été avantageuse. Mais elle comporte un coût qu'il serait vain de se dissimuler. Pendant toute la durée des hostilités, en effet, les

particuliers, dont le pouvoir d'achat global augmentait, ont été, moitié par persuasion, moitié par contrainte, amenés à ne pas dépenser la totalité de ce revenu en achats immédiats et à le thésauriser. Par patriotisme et esprit civique, ils se sont restreints, ils ont négligé des dépenses d'entretien qu'en d'autres temps ils auraient considérées comme indispensables. La guerre terminée, la tension psychologique diminuant, ces particuliers ont été naturellement incités à puiser dans le pouvoir d'achat ainsi accumulé, à ramener leur niveau de vie à celui d'avant-guerre, quelquefois même, ceux qui s'étaient enrichis nominalement, à un niveau supérieur, enfin à opérer toutes ces dépenses d'entretien et spécialement d'habillement qui avaient été négligées. Comme un ressort trop longtemps comprimé, la consommation tend à se dilater, non pas à revenir à la position ancienne d'équilibre mais à dépasser cette position et à se situer, pour un temps plus ou moins long, en une position plus avancée. Le cas des paysans en ce domaine est particulièrement net. Or, la fin des hostilités n'a eu dans aucun pays pour conséquence un retour immédiat de la production à son niveau antérieur. En pratique, la remise en circulation des sommes antérieurement thésaurisées a donc aggravé la pression exercée sur les prix. Elle a constitué un facteur important d'inflation.

c) Dans quelques pays, enfin, une troisième cause, toujours d'ordre monétaire, a joué et c'est *la perte de confiance dans la monnaie.*

Dans certains pays, en effet, en France en particulier, pour des raisons que je dirai tout à l'heure, la hausse des prix a pris une assez grande ampleur. A l'heure actuelle, par rapport à 1938, le coefficient de hausse pour l'indice général des prix de gros, se situe aux environs de 18. Cette hausse est considérable. Ce qui est peut-être plus grave, c'est que la hausse ne s'est pas opérée d'un coup, mais par une succession de mouvements, tout au long des dix dernières années. La masse du public, dès lors, s'est habituée à l'idée que les prix normalement montent. Elle estime qu'ils continueront à monter. A la base de cette opinion très répandue, il n'y a nulle analyse rationnelle, nulle appréciation de la situation budgétaire ou de l'état de la thésaurisation, nulle évaluation des progrès de la production industrielle ou du volume des récoltes mais simplement cette idée que, depuis dix ans, les prix montent

et qu'il serait bien étrange qu'ils cessent de monter. Croyance irrationnelle donc, qui ne s'appuie sur aucun raisonnement sérieux. Mais croyance extrêmement dangereuse. Car l'attente de la hausse incite les particuliers à se prémunir contre celle-ci. Dès lors, ceux qui détiennent de la monnaie se hâtent de s'en débarrasser, de se livrer à des achats avant que le prix des biens ne s'élève. La vitesse de circulation de la monnaie s'accroît. Tout se passe comme si son volume augmentait. Quant à ceux qui détiennent des marchandises, pour la même raison, ils préfèrent les conserver, constituer des stocks, attendre, pour s'en dessaisir, la prochaine hausse de prix. L'offre des denrées diminue. Par ce double canal, une nouvelle pression est exercée sur les prix dans le sens de la hausse.

Au total, trois facteurs tendent à l'heure actuelle à faire monter les prix dans la plupart des pays du monde : la persistance des déficits budgétaires, la remise en circulation des sommes antérieurement thésaurisées, la perte de confiance dans la valeur future de la monnaie. Ce qu'il faut bien comprendre toutefois, c'est que ces facteurs n'ont pu agir et donner naissance à une hausse inflationniste de prix que parce que l'économie, dans la plupart des pays, ne s'est pas trouvée en mesure de répondre sans délai à une demande accrue par une production accrue. Si les causes monétaires ont exercé une influence, c'est parce qu'elles ont pu conjuguer leur action avec des causes économiques.

B. Sur *ces causes économiques*, j'insisterai peu car elles me font sortir du domaine proprement monétaire. Il me paraît indispensable cependant d'en dire quelques mots.

Dans les divers pays d'Europe, on s'est évidemment préoccupé, dès la cessation des hostilités, de reconstruire l'appareil de production et de le remettre en marche. Le but proclamé était, non de revenir à la production de 1938, mais de la dépasser sensiblement. Tous les gouvernements comprenaient qu'il fallait, non seulement répondre aux besoins courants mais satisfaire également les besoins en quelque sorte mis en conserve pendant la guerre, reconstruire les régions dévastées et, enfin, dernier but mais non le moindre, reprendre les exportations sur les marchés mondiaux.

Un effort considérable a donc été fait. Mais cet effort s'est heurté à ce que les économistes appellent des goulots d'étranglement. Ces goulots sont des points particulièrement importants

de l'économie, points où la capacité de l'appareil productif est insuffisante et qui, par cette insuffisance, bloquent la totalité de l'économie à un certain niveau. L'un de ces goulots, particulièrement gênant au lendemain de la libération de la France, a été celui des transports. Qu'importe dès lors qu'il y ait des matières premières à un endroit de la France et un outillage disponible à un autre si les moyens de transporter les matières premières vers l'outillage font défaut. Qu'importe que les produits finis s'accumulent sur le carreau de l'usine si les moyens manquent de mettre ces produits à la disposition des consommateurs. Ce goulot cependant, à la suite d'un effort extraordinaire des chemins de fer et transporteurs de toutes catégories, a été assez rapidement vaincu. La production a pu faire un bond en avant. Elle s'est alors heurtée au goulot des matières premières et spécialement du charbon. L'Angleterre, grande exportatrice avant 1939, ne produisait en 1945 même pas assez de charbon pour sa consommation propre. L'Allemagne était dans un désarroi total et incapable d'en extraire. Le charbon manquait donc en Europe. Il fallait en faire venir à grands frais des Etats-Unis. Mais on se heurtait alors au goulot des transports maritimes et à celui des devises. Finalement, c'est à ce dernier goulot, sous sa forme goulot de dollars que se réduisent actuellement presque toutes les difficultés européennes. La plupart des nations manquent des moyens nécessaires pour se procurer aux Etats-Unis telles ou telles matières premières qui leur manquent. A ce goulot, nous le dirons tout à l'heure, s'est efforcé de remédier le Plan Marshall. Mais aux Etats-Unis, il est probable, et j'y reviendrai aussi, que l'on n'est pas loin de la pleine utilisation de la capacité productive nationale.

Au total, en présence d'une demande qui tendrait à croître, l'offre, pour des raisons multiples, a manqué d'élasticité. Elle s'est accrue sans doute et à peu près partout. En avril 1948, sur la base 1938 = 100, la production industrielle était à 66 seulement pour l'Italie, à 98 pour la Belgique, mais elle atteignait 113 pour la Suède, 114 pour la France, malgré les difficultés rencontrées, 124 pour le Royaume-Uni, 165 pour les Etats-Unis et 170 pour le Canada. Mais si la production s'est accrue, elle s'est accrue dans les pays européens à une cadence malgré tout trop lente. Et c'est ce qui, joint à l'augmentation de la masse monétaire, explique la hausse des prix.

Cette hausse toutefois, si nous en saisissons maintenant le mécanisme, nous ne pouvons encore en comprendre le déroulement. Pour ce faire, il convient d'en analyser les conséquences, analyse qui fera surgir des causes secondes, parfois presque aussi importantes que les causes premières et nous conduira finalement à envisager les remèdes.

II. Les conséquences et les remèdes à l'inflation

A. *Les conséquences de l'inflation* varient grandement d'un pays à l'autre. A voir les choses en gros, on peut répartir ces pays en deux groupes : d'une part ceux où des contrôles efficaces ont pu être mis en place pendant la guerre et maintenus après la cessation des hostilités, ceux, en d'autres termes, où l'inflation a été contenue et refoulée ; d'autre part ceux où, pour des motifs divers, par suite de l'impatience d'une population mal éclairée ou de la faiblesse des autorités, les systèmes de contrôle ont été relâchés et peu à peu abandonnés, où l'on est passé, à la suite de cet abandon, du stade de l'inflation contrôlée à celui de l'inflation déclarée.

a) Dans le groupe des *pays à inflation refoulée*, nous trouvons, entre autres, le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas, la Norvège.

Dans ces pays, un résultat extrêmement heureux a été atteint, savoir que la structure des salaires et des prix est demeurée stable. Sans doute, les hausses de prix n'ont pu être complètement évitées. En Angleterre et en Suède, par rapport à l'avant-guerre, les prix ont approximativement doublé. Mais l'équilibre des prix n'est pas compromis. Les entreprises ne sont pas contraintes de produire au-dessous de leurs prix de revient ; elles ne réalisent pas non plus de bénéfices excessifs. Un tel résultat n'a pu être atteint toutefois, comme nous l'avons expliqué, qu'en empêchant les individus de dépenser en proportion de leurs revenus, en les amenant à épargner plus qu'ils n'auraient fait spontanément. Ces pays se caractérisent donc essentiellement par l'existence dans l'économie d'un surcroît de pouvoir d'achat non fixé. Aussi bien, si l'on consulte les chiffres, constate-t-on que la circulation monétaire a davantage augmenté que les prix, ce qui veut dire que la valeur réelle des avoirs en espèces détenus par les

particuliers s'est accrue. Un rapport récent de la Commission économique pour l'Europe indique que cette valeur est passée, pour le Royaume-Uni de 100 en 1938 à 184 fin 1947, pour la Suède de 106 à 173, etc.

Ceci étant, si nous nous efforçons d'examiner objectivement la situation, nous sommes amenés aux constatations suivantes :

1. La répartition des produits entre les différentes classes de la population a subi des modifications, mais celles-ci se sont opérées de façon générale dans le sens d'une grande justice. En conséquence d'un système de rationnement, d'une politique de subventions portant sur les produits de première nécessité et d'un accroissement des impôts directs, les classes riches ont été contraintes de réduire davantage leur consommation que les classes pauvres. Tout le monde subit les conséquences de la pénurie mais les plus riches, comme il est juste, plus fortement que les autres. Personne n'est au-dessous du minimum vital.

2. Dans le domaine de la production, les résultats sont peut-être plus discutables. Dans aucun pays, en effet, les contrôles n'atteignent à une rigueur parfaite et le marché noir ne peut être complètement évité. Ceci étant, la main-d'œuvre et les matières premières ont parfois tendance à se détourner des grandes entreprises pour se diriger vers des entreprises plus petites, qui ne sont pas toujours bien équipées mais qui offrent plus de facilités pour éluder certaines réglementations et réaliser des gains plus élevés. Dans la mesure où les contrôles sont effectifs et où cet inconvénient est évité, un autre surgit : savoir que les perspectives de profit diminuant pour les entreprises qui respectent la loi, leurs dirigeants ne sont pas toujours aussi stimulés qu'il le faudrait à accroître la production. L'inconvénient toutefois ne doit pas être trop marqué puisque, en avril 1948, l'indice de la production industrielle, sur la base 1938 = 100, était à 124 en Angleterre et 113 en Suède.

Au total, la situation reste délicate, tendue ; une menace de hausse subsiste, mais les inconvénients les plus graves de l'inflation sont évités.

b) Il n'en va pas de même dans *les pays à inflation déclarée*, tels que la France ou l'Italie.

Dans ces pays, le contrôle a échoué ou a dû être abandonné. Une hausse de prix parfois marquée s'est produite. Cette hausse

a pour effet d'augmenter la valeur des produits offerts et de la ramener au niveau de la demande. Elle tend donc à combler la brèche inflationniste et l'on peut se demander si, par un moyen brutal mais efficace, l'équilibre n'est pas rétabli. En réalité, et je vais essayer de le montrer, cette brèche se recrée à mesure qu'on la comble et l'inflation s'alimente d'elle-même.

Plaçons-nous dans un pays où les prix agricoles ont été libérés ou ne sont pas efficacement contrôlés, à la fois parce que les vendeurs sont dispersés et difficiles à surveiller et parce qu'ils sont très nombreux et représentent une force électorale puissante. Par suite de l'excès de la demande sur l'offre, les prix s'élèvent. Le coût de la vie s'élevant, les salariés sont incités à demander soit à leurs employeurs, soit aux pouvoirs publics, un relèvement de leurs rémunérations. Ils peuvent faire valoir d'excellentes raisons puisque les moins payés d'entre eux n'atteignent plus le minimum vital. Dira-t-on qu'il faudrait limiter à ceux-là le relèvement des salaires ? Mais ce serait briser la hiérarchie, enlever aux bons ouvriers tout motif à travailler mieux et plus vite que les autres. Un relèvement général est donc à prévoir. Celui-ci va donner lieu à une cascade de conséquences fâcheuses. Recensons-les :

I. En premier lieu, les travailleurs, mieux payés, pourront acheter davantage de produits agricoles. La demande de ces produits va s'élever, ce qui tendra directement à provoquer une nouvelle hausse de leur prix.

II. En second lieu, l'État va être contraint de relever parallèlement les traitements de ses fonctionnaires, ce qui mettra le budget en déséquilibre et ouvrira une nouvelle brèche inflationniste.

III. Enfin, en troisième lieu, si les salaires augmentent, les coûts de production des industriels vont également s'élever, ce qui incitera ceux-ci à rehausser leurs propres prix ou à en demander le rehaussement au gouvernement. Comme on ne peut obliger durablement des entrepreneurs à produire à perte, il faudra leur donner satisfaction. Mais si les prix industriels montent, les agriculteurs, acheteurs d'engrais et de tracteurs, vont être incités, pour un nouveau motif, à relever les leurs et tout recommencera.

Par toute une série de chemins, toute hausse des prix agricoles aboutit donc à une nouvelle hausse des prix agricoles, toute hausse des salaires à une nouvelle hausse des salaires, toute hausse des prix industriels à une nouvelle hausse des prix industriels. On

se trouve en présence de ce que les économistes appellent le cycle infernal des salaires et des prix et que l'on pourrait tout aussi bien appeler le cycle infernal des prix industriels et des prix agricoles. La hausse des prix s'alimente d'elle-même.

Quelles sont donc les conséquences de cette hausse ?

1. Du point de vue de la répartition, c'est un déplacement des des revenus des classes les plus pauvres, celles qui vivent de salaires ou de revenus fixes, vers les classes les plus riches, celles qui vivent de profits. Quelles que soient la force et l'activité des syndicats ouvriers, en effet, les relèvements de salaires sont toujours tardifs et souvent insuffisants. Comme on dit, les salaires prennent l'escalier tandis que les prix et les profits bondissent par l'ascenseur. Les titulaires de profits parviennent à maintenir et certains à accroître leur revenu réel, tandis que les titulaires de salaires voient le leur s'effriter constamment. Inutile de parler des petits rentiers condamnés à la misère.

2. Du point de vue de la production, l'inflation déclarée comporte en apparence certains avantages. Les profits de toutes catégories s'accroissant, les entrepreneurs sont incités à produire le plus possible.

On remarquera toutefois qu'en période de hausse accélérée des prix, il devient de plus en plus difficile de calculer avec exactitude ses prix de revient. La tendance à la compression des frais généraux s'atténue donc dangereusement. Le rendement fléchit. D'autre part, et ceci est bien plus grave encore, l'inflation opère, comme nous venons de le montrer, un déplacement de revenus des classes pauvres vers les classes riches. La demande des objets de luxe va donc s'accroître plus vite que la demande des biens de première nécessité. La production augmentera, mais d'une manière non exactement conforme à l'intérêt général. Le maintien de la population en bonne santé, la reconstruction du pays peuvent se trouver compromises. Un exemple type est celui du développement pris en France par la production de la viande au détriment de celle du lait.

Au total, les inconvénients de l'inflation déclarée sont considérables et ceci pose la question des remèdes, par laquelle nous allons terminer.

B. *Les remèdes à l'inflation* sont de deux sortes : les uns procédant des gouvernements intéressés, les autres supposant l'aide de l'étranger.

a) On ne sauve jamais personne sans qu'il s'aide lui-même. Cela est certain. Et c'est pourquoi *une réaction des pays frappés* par le mal de l'inflation est indispensable.

Cette réaction se proposera divers buts :

1. D'abord, rétablir l'équilibre budgétaire, interdire aux collectivités publiques de dépenser plus qu'elles n'encaissent, prohiber toute émission de billets destinée à couvrir un déficit. Les gouvernements intéressés doivent donc comprimer, dans toute la mesure du possible, les dépenses publiques et consentir à un effort fiscal vigoureux.

2. Ensuite, absorber le pouvoir d'achat excédentaire, dont l'intervention sur le marché risque de déranger les plans les mieux établis, offrir à ce pouvoir d'achat de participer à la reconstruction du pays en s'investissant dans des processus productifs et, s'il le faut, c'est une mesure brutale, mais qui a été appliquée dans divers cas, neutraliser par voie d'autorité ce pouvoir d'achat, temporairement ou définitivement.

3. En troisième lieu, dans les pays où la confiance en la monnaie est ébranlée, rétablir cette confiance par des moyens psychologiques appropriés au tempérament de chaque peuple. Dans ce domaine, il n'est pas nécessaire qu'une mesure soit techniquement efficace pour être bonne, il suffit qu'elle frappe l'opinion, qu'elle soit tenue par elle pour décisive. Sur le plan technique ce qu'on lui demande seulement, c'est de n'être pas nocive.

4. Enfin, et ce n'est pas là le moins important, stimuler la production par tous moyens, accroître l'offre de produits à court terme et surtout à long terme pour la porter au niveau de la demande. Les pouvoirs publics doivent donc s'efforcer de stimuler l'initiative des particuliers, la coordonner et, dans tous les cas où cela est indispensable, débloquer les goulots d'étranglement.

b) A cette action des intéressés peut s'ajouter et s'ajoute effectivement pour l'Europe *l'aide de l'étranger*, de façon plus précise l'aide américaine sous la forme du Plan Marshall.

Pour l'Europe, ce plan représente indéniablement un instrument de lutte contre l'inflation. Sans doute ne faut-il pas attendre de l'application de ce plan une réduction de la masse monétaire en circulation dans les divers pays européens. En revendant à

leur population les marchandises mises gratuitement à leur disposition par les Etats-Unis, les gouvernements européens opèrent une ponction sur la circulation mais, le plus souvent, ils reversent dans l'économie, sous forme de dépenses de reconstruction ou d'investissement, les sommes qu'ils se sont ainsi procurées. Mais si la mise en œuvre du Plan Marshall n'a généralement pas pour conséquence une compression de la demande monétaire, par contre, elle aboutit toujours à une extension de l'offre de marchandises qui lui sert de contrepartie, extension immédiate quand des biens de consommation sont distribués, extension à plus longue échéance, mais au moins aussi heureuse, lorsque des outillages ou des matières premières sont procurés à l'agriculture ou à l'industrie.

Mais si l'aide Marshall tend ainsi à faciliter en Europe la lutte contre l'inflation, la question se pose de savoir comment elle se présente aux Etats-Unis ? D'après les observateurs les plus qualifiés, la production américaine a actuellement atteint son plafond ou est très proche de l'atteindre. Les usines travaillent à pleine capacité, le rendement de l'agriculture ne paraît que très difficilement pouvoir être amélioré, au moins dans un avenir immédiat. La production américaine manque donc pour le moment d'élasticité. Le mouvement des prix dépend exclusivement de la demande monétaire. Pendant toute la durée de la guerre, celle-ci a été maintenue à un niveau élevé par suite des dépenses militaires. Les hostilités terminées, la pression inflationniste s'est maintenue, malgré l'annulation des commandes d'armement, par suite de l'arrivée sur le marché des disponibilités accumulées des particuliers. Au milieu de 1946, cette pression était à peu près résorbée. Mais, depuis le milieu de 1947, elle se manifeste à nouveau. Les investissements privés, financés par le crédit, sont, en effet, très importants. Les finances publiques supportent le poids très lourd de nouvelles dépenses d'armement et de l'aide aux pays européens. Enfin, passant outre au veto du Président, le Congrès, au lieu de couvrir ces dépenses par de nouveaux impôts, a fait bénéficier les contribuables américains de dégrèvements importants. Aussi une nette tendance à la hausse des prix se manifeste-t-elle, l'indice des prix de gros passe de 100 au premier trimestre 1946 à 151 au premier trimestre 1948 et celui du coût de la vie de 100 à 129 et le rapport du Président au Congrès du 30 juillet 1948 qualifie-t-il la situation américaine d'instable.

Or, il ne faut jamais l'oublier, les Etats-Unis sont une puissance dominante dans le monde actuel, non seulement du point de vue politique, mais aussi du point de vue économique. Les pays d'Europe, qu'ils le veuillent ou non, du simple fait qu'ils sont de petits pays, dont la masse est considérablement inférieure à celle des Etats-Unis, subissent nécessairement le contre-coup de tout ce qui affecte l'économie américaine. Une hausse inflationniste de prix tout aussi bien qu'une réduction de l'aide Marshall ne pourraient que les toucher gravement. L'une et l'autre sans doute peuvent être simultanément évitées mais à la condition que le citoyen américain se restreigne.

Acceptera-t-il de le faire ? C'est le secret de demain.

Jean MARCHAL.